

Le troisième mandat de Nkurunziza aura fait plonger l'économie burundaise

RFI, 19-05-2020 Burundi : une économie au bord du gouffre Le Burundi, en crise politique depuis le troisième mandat du président sortant Pierre Nkurunziza en 2015, a vu son économie s'effondrer et le taux de pauvreté exploser. Le troisième mandat de Pierre Nkurunziza et la crise politique qui l'ont accompagnée auront fait plonger l'économie burundaise. Tous les indicateurs sont au rouge et le taux de pauvreté a bondi de 10 % en cinq ans. Aujourd'hui, les trois quarts des Burundais vivent sous le seuil de pauvreté.

Pour l'économiste et expert indépendant, Faustin Ndikumana, la malnutrition est devenue endémique. « Au Burundi, on consomme en moyenne 1 600 calories par jour et par personne, alors que la moyenne normale doit être de 2 100 calories par jour. Il y a un déficit calorifique, il y a un problème de sous-alimentation. Environ 60 % des Burundais sont en insécurité alimentaire permanente », constate-t-il. Isolement et assèchement budgétaire Avec la crise politique de 2015, le pays a en partie rompu avec les bailleurs de fonds traditionnels FMI et Banque mondiale qui avaient soutenu le Burundi durant la décennie précédente. Cet isolement est traduit par un assèchement budgétaire. Gabriel Rufyiri dirige l'Organisation burundaise de lutte contre la corruption. Pour lui, « En 2014, la moitié du budget était financée par les partenaires du Burundi. Avec la crise de 2015, ils ont réduit de moitié leur financement. Aujourd'hui, dans le budget général de l'Etat, il y a moins de 400 milliards de francs burundais financés par les partenaires du pays. Presque toute l'aide budgétaire directe est étrangère. Pression financière maintenue sur le monde rural et les commerçants Pour ne pas arranger, les relations tendues entre le Burundi et ses voisins ont freiné le commerce transfrontalier. « Il y a des fruits cultivés au Burundi comme les mangues, qui devaient être commercialisés dans la région, au Rwanda et en Ouganda. Mais le Burundi a interdit que ces produits soient commercialisés dans ces pays, donc les commerçants ont eu beaucoup de problèmes », explique Gabriel Rufyiri. Alors que les rentrées de devises s'amenuisent et que le franc burundais ne cesse de se déprécier, les agents de l'Etat maintiennent une pression importante sur le monde rural et les commerçants. « Tous les agents de l'administration s'arrogent le pouvoir de percevoir des contributions ou bien des commerçants des cotisations, des cadeaux pour les agents administratifs. Tout cela est un coût. Et ce sont les commerçants et le consommateur final qui supportent ces coûts transactionnels liés à la corruption », déplore Faustin Ndikumana. Les économistes s'accordent à dire que la priorité du prochain président sera de renouer avec les institutions financières internationales, à rompre l'isolement pour tenter d'enrayer la pauvreté.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});